



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 1741 du 4 décembre 2025

modifiant l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 autorisant la société DMV France SAS à exploiter une installation de fabrication de tubes métalliques sur le territoire de la commune de Montbard

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Côte-d'Or

VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU la directive 2006/11/CE du parlement européen et du conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2008/105/EC du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives du Conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CE ;

VU la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V ;

VU en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2010, modifié, relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel RSDE (rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau) du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2006 autorisant la société SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes à exercer une activité de fabrication de tubes métalliques ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2012 modifiant notamment les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n°72 du 6 février 2019 portant mise en demeure de la société SALZGITTER Mannesmann Stainless Tubes France ;

VU le rapport du 16 juillet 2025 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 23 juillet 2025 ;

VU les demandes de modifications transmises par courriel le 30 septembre 2025 et le 9 octobre 2025 de l'exploitant sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'entrée en application de l'arrêté ministériel RSDE du 24 août 2017 susvisé vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site DMV France SAS ;

CONSIDÉRANT que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

CONSIDÉRANT les conclusions du rapport d'étude d'acceptabilité des rejets n°R002-16151000DUP-V01 du 17/04/2019 notamment sur les valeurs limites de rejet pour les Nitrites, Nitrates et Sulfates ;

CONSIDÉRANT la demande de révision des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 en termes de limites en Nitrites et Sulfates en sortie de la station de traitement physico-chimique de la société DMV France SAS le 11 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que cette demande respecte les conclusions du rapport d'acceptabilité des rejets ;

CONSIDÉRANT que le milieu de prélèvement de l'eau est différent du milieu de rejet, l'eau utilisée pour le procédé industriel étant prélevée dans le canal de Bourgogne et rejetée dans la Brenne.

CONSIDÉRANT l'enjeu particulier du bon état des masses d'eau réceptrices finales ;

CONSIDÉRANT que le QMNA 5 de la rivière « Brenne » est de 340 l/s ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA DÉCISION

Article 1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société DMV France SAS (Siret 410 351 118 00022), dont le siège social et les installations sont situés route de Semur à Montbard, est tenue de respecter pour ses installations les dispositions complémentaires des articles suivants :

Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions :

- des articles 4.3.5, 4.3.6.2, 4.3.6.3, 4.3.7, 4.3.9 et les paragraphes relatifs à la surveillance des eaux superficielles de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2006 susvisé,
 - et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2012 susvisé
- sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-dessous.

L'arrêté préfectoral n°72 du 6 février 2019 est abrogé.

Article 1.3 – Définitions

Au titre du présent arrêté on entend par :

QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

ARTICLE 2 – CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement (hors eaux sanitaires évacuées vers le réseau public d'assainissement) aboutissent aux points de rejet vers le milieu extérieur qui présentent les caractéristiques suivantes :

	Nom	Rejet C rejet station désuilage NALCO (point de rejet intermédiaire)	Rejet D station degrémont (point de rejet intermédiaire)	Rejet A Eaux issues des débourbeurs – désuileurs (point de rejet intermédiaire)	Rejet H Eaux pluviales (point de rejet intermédiaire)	Rejet E TAR (point de rejet intermédiaire)	Rejet F Point de rejet final des effluents industriels	Rejet B* Pour mémoire points de rejet industriel à obturer	Rejet G Eaux sanitaires
Point de rejet considéré	Coordonnées en Lambert 93	X = 799597,5 Y = 6725373	X = 799652,2 Y = 6725426,2	A1 X = 799412,88 Y = 6725471,88 A2 X = 799486,22 Y = 6725480 A3 X = 799485,04 Y = 6725380,09 A4 X = 799568,53 Y = 6725382,83 A5 X = 799552,60 Y = 6725347,45 A6 X = 799645,32 Y = 6725333,00 A7 X = 799668,41 Y = 6725340,17 A8 X = 799720,22 Y = 6725310,15 A9 X = 799493,68 Y = 6725411,13 A10 X = 799647,11 Y = 6725449,81 A11 X = 799642,70 Y = 6725318,63	H1 X = 799500,73 Y = 6725483,80 H2 X = 799499,53 Y = 6725461,34 H3 X = 799495,12 Y = 6725441,71 H4 X = 799495,00 Y = 6725422,04 H5 X = 799666,52 Y = 6725322,69 H6 X = 799737,81 Y = 6725300,78 H7 X = 799826,69 Y = 6725287,05	E1 X = 799616,04 Y = 6725362,74 E2X = 799600,34 Y = 6725438,70	X = 799501,16 Y = 6725547,70	B1.1 : X = 799596,00 Y = 6725433,18 B1.2 X = 799613,24 Y = 6725368,47 B1.3 X = 799835,15 Y = 6725395,75 B1.4 X = 799896,05 Y = 6725383,56 B1.5 X = 799859,46 Y = 6725348,50 B2 X = 799531,76 Y = 6725447,32 B3 X = 799663,74 Y = 6725412,43 B4 X = 799587,37 Y = 6725378,92	X = 799403,63 Y = 6725463,84

Nature des effluents		Effluents issus de la ligne de filage à chaud, traités dans la station de déshuilage dite Nalco Rubrique 2560(*)	Effluents issus des ateliers de traitement de surface ATM1 et ATM2 et traités dans la station physico-chimique de désoxication dite Degremont Rubrique 3260(*)	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Eaux pluviales non susceptibles d'être pollués	Rejet d'eau des purges et vidanges des TAR	Ensemble des rejets du site dans le Rondeau avant jonction avec un autre réseau	Rejets industriels devant êtres traités comme déchets	Eaux sanitaires du site	
Réseau de collecte et traitement si existant		Rejet dans le collecteur de la zone puis le Rondeau puis la Brenne	Rejet dans le collecteur de la zone puis dans le Rondeau puis la Brenne	Après passage par un séparateur pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées Rejet dans le collecteur de la zone puis dans le Rondeau, ou directement dans le Rondeau, puis la Brenne	Rejet H1 à H 4 rejet dans le Rondeau puis la Brenne Rejet H5 à H7 Rejet dans le collecteur de la zone puis dans le Rondeau puis la Brenne	Rejet dans le Rondeau puis la Brenne	Rejet dans le Rondeau puis la Brenne	Sans-objet	STEP Montbard	
Cours d'eau final récepteur	Code masse d'eau	HR63							La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armaçon (exclu)	HR63
	Nom masse d'eau	La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armaçon (exclu)								La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armaçon (exclu)
	Coordonnées en Lambert 93 <u>au point de contact avec le cours d'eau</u>	X= 799499 Y= 6725580								X : 799944 Y : 6726136
	QMNA5 (en L/s)	340 l/s								340 l/s

Commentaires	Provient notamment de l'atelier de filage (rubrique 2560)	Provient notamment des bains de traitement de surface (rubrique 3260) après neutralisation	Le rejet A10 rejoint les eaux pluviales avant le point de rejet H1		Rejets réglementés par l'APMG du 14 décembre 2013 relatif à la rubrique 2921 Le point de rejet E2 rejoint le réseau d'eaux pluviale puis avant le point H2		Rejet interdit. Eaux résiduaires devant être gérées en tant que déchets dans une filière autorisée	
--------------	---	--	--	--	---	--	---	--

(*) : les autres eaux résiduaires (dont rejets aqueux du bac hypertrempe et du joint d'eau du four CSO, rétro-lavages, purge du bac Cieffe, eau filtrée de nettoyage outillages et galets dresseuses, lavage des sols) sont gérées en tant que déchets dans une filière autorisée. Les anciens points de rejet correspondants sont à obturer de façon permanente par l'exploitant sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le plan localisant ces points de rejet est joint en annexe.

Tout autre rejet d'effluent susceptible d'être pollué autre que ceux prévus dans ce tableau, direct ou indirect vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits.

L'exploitant s'assure par un contrôle régulier que les moyens d'obturations présent aux points de rejet B1.1, B1.2, B1.3, B1.4, B1.5, B2, B3, B4 et sur celui en limite nord-est du site aux coordonnées en Lambert 93 X : 799882 et Y : 6725385 :

- permettent d'empêcher en permanence l'écoulement de tous rejets aqueux ;
- résistent aux eaux et produits pouvant être en contact ;

La date des contrôles, le type de contrôle et les actions réalisées sont enregistrés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 – GESTION DES OUVRAGES

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées aux rejets par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de (pré-)traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, l'exploitant mettra en œuvre un plan d'action visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés et portés périodiquement sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé sont notés sur un registre.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous le système de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF).

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet.

ARTICLE 5 – REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

Article 5.1 Pour l'ensemble des rejets.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Article 5.2 Valeurs limites d'émission d'émission pour les rejets aqueux industriels

Le Rondeau recueille, entre autres, les effluents de l'usine issus des stations Nalco et Degrémont ainsi que les eaux pluviales.

Au point de collecte, avant le rejet dans la Brenne, sur le paramètre « couleur », code Sandre 1309), la modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange est inférieure à 100 mg Pt/l.

L'exploitant est tenu de respecter en sortie de chacun des équipements mentionnés (avant toute dilution par un autre rejet) les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous.

Sous réserve du respect des arrêtés ministériels applicables et de la compatibilité des rejets avec le bon état du milieu récepteur, l'exploitant pourra solliciter auprès de l'Inspection une modification du programme de surveillance ci-dessous et des valeurs limites associées, sur la base d'une série représentative de valeurs mesurées dans le respect des normes applicables.

5.2.1 – Points de rejet station NALCO :

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en g/j	Périodicité de mesure
pH	1302	5,5 – 8,5 (9.5 si neutralisation)		Continue

		alcaline)		
Température	1301	< 30°C		Continue
Odeur	Absence de nuisances olfactives			
Débit	1552	Maximum journalier : 600 m ³ /j		Continue
MES	1305	100	15000	Mensuelle
DBO ₅	1313	100	17500	Mensuelle
DCO	1314	125	85000	Mensuelle
Azote global	1551	30	50000	Journalière
Phosphore total	1350	10	500	Hebdomadaire
Indice phénols	1440	0,3	20	Trimestrielle
Cyanures totaux	1390	0,1	60	Trimestrielle
Chrome VI	1371	0,1	10	Trimestrielle
Chrome total	1389	0,5	10	Trimestrielle
Plomb	1382	0,5	3	Semestrielle
Cuivre	1392	0,2	5	Trimestrielle
Nickel	1386	0,20	5	Trimestrielle
Zinc	1383	2,00	22	Semestrielle
Manganèse	1394	1	70	Trimestrielle
Fer	1393	5	500	Trimestrielle
Aluminium	1370	5	100	Trimestrielle
AOX	1106	1	600	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	10	6000	Mensuelle
Ion fluorure	7073	15	9000	Journalière
Cadmium	1388	0,025	0,5	Trimestrielle
Fluoranthène	1191	0,03	0,02	Semestrielle
Mercure	1387	0,025	2	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	0,025	1	Trimestrielle
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	0,025	0,0005	Trimestrielle
Benzo(a)pyrène	1115	0,025	0,0005	Semestrielle
Tétrachloroéthylène	1272	0,025	25	Trimestrielle
Trichloroéthylène	1286	0,025	25	Semestrielle
Tributylétain cation	2879	0,025	0,0006	Trimestrielle

Arsenic	1369	0,1	3	Trimestrielle
---------	------	-----	---	---------------

5.2.2 – Points de rejet station DEGREMONT

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en g/j	Périodicité de mesure
pH	1302	6,5 – 9		Continue ⁽¹⁾
Température	1301	< 30°C		Continue
Odeur		Absence de nuisances olfactives		
Débit	1552	Maximum journalier : 100 m ³ /j		Continue
MES	1305	30	2000	Mensuelle
DCO	1314	150	12000	Mensuelle
Azote global	1551	50	5000	Journalière
Phosphore total	1350	10	600	Mensuelle
Nitrites	7007	20	1600	Mensuelle
Nitrates	1340	1 000	80000	Mensuelle
Sulfates	1338	5 000	400000	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	5	500	Trimestrielle
AOX	1106	5	500	Trimestrielle
Ion fluorure	7073	15	1200	Journalière
Cyanures totaux	1390	0,1	10	Trimestrielle
Cyanures libres		0,1	10	Journalière
Manganèse	1394	1	100	Mensuelle
Aluminium	1370	-	10	Hebdomadaire
Cadmium ⁽²⁾	1388	0,05	0,5	Hebdomadaire
Chrome VI	1371	0,10	10	Journalière
Chrome III	5871	1,50	10	Hebdomadaire
Chrome total	1389	1,0	10	Mensuelle
Fer	1393	5	400	Hebdomadaire

Plomb	1382	0,5	3	Hebdomadaire
Nickel	1386	2	20	Hebdomadaire
Zinc	1383	3	22	Hebdomadaire
Cuivre	1392	1,5	4	Hebdomadaire
Chloroforme/ Trichlorométhane	1135	0,25	10	Trimestrielle
Mercure	1307	0,025	2	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	0,025	1	Trimestrielle
Tétrachloroéthylène	1272	0,025	25	Semestrielle
Trichloroéthylène	1286	0,025	2,5	Trimestrielle
Tributylétain cation	2879	0,025	0,0006	Trimestrielle
Benzo(a)pyrène	1115	-	0,0005	Semestrielle
Arsenic	1369	0,025	3	Trimestrielle

(1) : Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

(2) : Un échantillon représentatif du rejet pendant une période de 24 heures est prélevé. La quantité de cadmium rejeté au cours du mois doit être calculée sur la base des quantités quotidiennes de cadmium rejetées.

En cas de mise en œuvre de cadmium, sans préjudice des valeurs limites d'émission en concentration définies aux articles suivants, les rejets de cadmium ne doivent pas excéder 0,3 gramme par kilogramme de cadmium utilisé.

5.2.3 Eaux issues des débourbeurs-déshuileurs :

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Périodicité de mesure
pH	1302	6,5 – 8,5	Tous les 2 ans
Température	1301	< 30°C	Tous les 2 ans
Odeur		Absence de nuisances olfactives	
Débit	1552	Sans-objet	Tous les 2 ans
MES	1305	100	Tous les 2 ans
DCO	1314	150	Tous les 2 ans
Indice hydrocarbures	7007	5	Tous les 2 ans

5.2.4 : Valeur limite sur les flux cumulés.

Aux fréquences définies ci-dessous, les rejets sont mesurés simultanément aux rejets NALCO et DEGREMONT et respectent en cumulé et par calcul les valeurs limites de flux suivantes (en lien avec les valeurs réglementaires applicables et la compatibilité avec le bon état du milieu) :

Nom de la substance	Code SANDRE	Flux maximal en g/j	Périodicité de mesure
MES	1305	15000	Mensuelle
Azote global	1551	55000	Journalière
Phosphore total	1350	600	Mensuelle
Plomb	1382	4	Trimestrielle
Cuivre	1392	5	Trimestrielle
Chrome total	1389	10	Trimestrielle
Nickel	1386	20	Trimestrielle
Zinc	1383	22	Semestrielle
Ion Fluorure	7073	10200	Journalière
Tétrachloroéthylène	1272	25	Semestrielle
Trichloroéthylène	1286	25	Semestrielle
Nonylphénols	1958	1	Trimestrielle
Benzo(a)pyrène	1115	0,0005	Semestrielle
Tributylétain-cation	2879	0,0006	Trimestrielle
Arsenic	1369	3	Trimestrielle

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Montbard et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montbard pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté est notifié à la société DMV France SAS.

ARTICLE 7– DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité de publication accomplie.

La Cour administrative d'appel peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Montbard sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON,

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

signé

Denis BRUEL